

Juncker I, plus social et plus socialiste

UNION EUROPÉENNE Le Luxembourgeois a été élu président de la Commission

► Le conservateur luxembourgeois a présenté un programme qui fait la part belle aux postulats socialistes.

► Mais les socialistes ne l'ont pas récompensé de leur loyauté.

STRASBOURG

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Rares sont ceux qui avaient parié sur son succès au début du processus : l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, un conservateur modéré, a été confirmé ce mardi par le Parlement européen (PE) en tant que nouveau président de la Commission européenne. Il a obtenu 422 voix au scrutin secret. C'est sensiblement plus que les 376 requis sur 750. Mais c'est beaucoup moins que les 479 de la majorité conservatrice-socialiste-libérale, qui était censée voter pour lui.

Ce score reste flatteur, en dépit des défections de trois délégations nationales du groupe socialiste : la française, l'espagnole et la britannique, soit une cinquantaine de votes. (Voir *Le Soir* de mardi.) Le groupe libéral, dirigé par Guy Verhofstadt, qui avait menacé jusqu'à la veille au soir de voter contre, ou de demander le report du vote parce qu'il n'obtenait pas des contreparties en termes de postes, s'est finalement gentiment rangé aux côtés de Juncker. Moyennant une dizaine de défections tout de même, selon les indiscretions. Mais Guy Verhofstadt n'a pas manqué de rappeler ensuite que « les voix libérales ont été essentielles » pour investir Juncker : l'évidence. Et chacun sait que les libéraux, voire Guy Verhofstadt lui-même, devront être récompensés de leur soutien. Enfin, environ un tiers des 50 voix du

groupe des Verts ont visiblement compensé les déperditions de la majorité.

Une fois élu, des grappes d'eurodéputés de tous bords se sont précipitées pour féliciter le nouveau président (ce ne sera effectif que le 1^{er} novembre prochain) : dont Guy Verhofstadt et – ce fut l'accolade la plus chaleureuse – Martin Schulz, président du PE,

ex-adversaire socialiste de Juncker dans la course pour la présidence de la Commission. En conférence de presse, Juncker donnait tout le sens politique à cette effusion, déclarant que « Martin Schulz est mon interlocuteur principal de l'Union européenne ».

Par le fait d'une procédure toute nouvelle de désignation du chef de l'exécutif européen, imposée par le Parlement, c'est dans une dynamique toute nouvelle que fonctionnera désormais le président de la Commission : « Je veux une Commission plus politique. » Mais Juncker précise que si « le président de la Commission est élu par votre assemblée, cela n'en fait pas un don-

neur d'ordre. Je ne serai pas un aide de camp du Parlement. » Et il ne sera pas non plus un « secrétaire général » du Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat et de gouvernement des 28. Jean-Claude Juncker promet donc d'être un président et de diriger une Commission politique. Autrement dit : qui fait des choix, les assume, et tente de les faire advenir. Ce n'est pas un hasard si Juncker s'est revendiqué, en lui rendant hommage, de Jacques Delors...

La Commission Juncker sera plus politique, elle sera aussi beaucoup plus sociale. Et c'est le paradoxe de la journée de mardi : les défections socialistes ont été spectaculaires, alors que Jean-Claude Juncker avait an-

noncé un programme qui fait la part belle à leurs revendications. Dans l'esprit général, tout

d'abord : « *L'économie doit servir l'homme et pas le contraire. (...) Les règles du marché intérieur ne doivent pas passer au-dessus des règles sociales. Je veux être un président du dialogue social.* » Quant à son programme d'action, le Luxembourgeois y a inclus un nombre impressionnant de demandes socialistes. Point central : un plan de mobilisation de 300 milliards d'euros sur trois ans en faveur de la croissance et de la création d'emplois, par une meilleure utilisation des ressources existantes, notamment à la Banque européenne d'investissement. Le nouveau président promet aussi de « renforcer les efforts de la lutte contre l'évasion et la fraude fiscales », des « propositions pour encourager les réformes structurelles par de nouveaux incitants financiers et une capacité fiscale de la zone euro ».

Tout cela n'a pas atterri dans le programme de Jean-Claude Juncker par miracle. Car ce dernier accèdera à la présidence de l'exécutif européen dans un contexte de rééquilibrage des forces entre les familles conservatrice et socialiste. C'est le cas au Parlement européen issu du récent scrutin. C'est le cas au Conseil européen, qui compte aujourd'hui 8 chefs de gouvernement socialistes pour 12 conservateurs, alors qu'ils n'étaient que quatre il y a cinq ans. Et la nouvelle Commission que va maintenant composer Jean-Claude Juncker, comptera sans doute huit commissaires socialistes aussi. Nulle surprise donc, dans ce virage social annoncé par Juncker. La Commission Barroso sortante, elle, avait fini par passer pour l'incarnation du libéralisme pur et dur... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

SOUS LA LOUPE

Les votes des Belges

Les eurodéputés socialistes, nous a indiqué Marc Tarabella, ont voté oui à Juncker : outre lui-même, cela inclut Marie Arena, Hugues Bayet, ainsi que l'eurodéputée SP.A Kathleen Van Brempt. Les eurodéputés sociaux-chrétiens ont bien sûr voté pour Jean-Claude Juncker, qui était le candidat de leur famille politique du PPE : il s'agit de Claude Rolin (CDH), Marianne Thyssen et Ivo Belet (CD&V) et du germanophone Pascal Arimont (CSP). Les libéraux francophones Louis Michel, Frédérique Ries, Gérard Deprez et flamands Guy Verhofstadt et Philippe De Backer ont, selon toute vraisemblance, tous voté comme l'a promis leur leader, en faveur de Juncker. Du côté des quatre N-VA, membres du groupe eurosceptique ECR, Johan Van Overtveldt a indiqué avoir voté contre. Quant aux trois autres, le communiqué de presse de la délégation N-VA évoquait la « chance ratée » que constitue l'élection du Luxembourgeois, laissant peu de place au doute quant à un vote négatif. Idem pour Gerolf Annemans (Vlaams Blok), membre non inscrit comme toute l'extrême droite.

J.KZ

Sommet spécial ce mercredi soir sur les hauts postes de l'UE

C'est ce mercredi que les 28 chefs d'État et de gouvernement se réunissent pour un sommet spécial à Bruxelles. Au menu : les deux ou trois dernières nominations à des hauts postes, sur lesquelles ils n'avaient pas réussi à se mettre d'accord lors du sommet de juin.

Depuis, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy s'est consacré à la recherche du schéma magique... En principe, les 28 doivent nommer le successeur de Van Rompuy lui-même, et celui de Catherine Ashton au poste de haut représentant aux Affaires étrangères. Voire aussi du titulaire d'une nouvelle fonction : celle de président permanent de l'Eurogroupe, assurée jusqu'à présent par l'un des ministres des Finances de la zone euro (actuellement le Néerlandais Jeroen Dijsselbloem.) Et ces nominations doivent respecter certains équilibres : l'un des deux premiers postes devrait échoir à un social-démocrate, l'autre à un conservateur. Le Nord et le Sud devraient être représentés ou alors... au moins l'Est !

Enfin : il faut au moins une femme à l'un des hauts postes, sachant que la présidence de la Commission est déjà attribuée à un homme (Juncker).

Mardi matin, les choses semblaient, selon plusieurs sources, claires. Un trio (que nous évoquions dans *Le Soir* de samedi) semblait susciter un large consensus : la Danoise socialiste Helle Thorning-Schmidt à la présidence du

Conseil européen, la Bulgare conservatrice Kristalina Georgieva au poste de haute représentante, et l'Espagnol Luis de Guindos à la présidence permanente de l'Eurogroupe, promise depuis longtemps à Mariano Rajoy, premier ministre espagnol, pour l'un des siens.

Mais c'était sans compter le forcing mené par le Premier ministre italien Matteo Renzi : celui-ci n'en démord pas, il veut voir nommée comme chef de la diplomatie de l'UE sa ministre des Affaires étrangères Federica Mogherini.

Or on considère, pour des raisons diverses et parfois contradictoires, qu'il « faut donner quelque chose » à l'Italie. Et Herman Van Rompuy a promis, lors du dernier sommet du « déchirement » avec le Royaume-Uni, que la décision sera prise au consensus...

Du coup, les supputations – et sans doute les calculs de Herman Van Rompuy – repartaient de cette dernière prémisse : si le poste de haut représentant va à la socialiste italienne, jugée pourtant peu expérimentée, et à laquelle Jean-Claude Juncker est pour cette raison défavorable (il doit y donner son agrément !), quelle personnalité conservatrice pourrait-on nommer président du Conseil ? Les noms du Letton Dombrovskis et du Polonais Tusk, oubliés depuis longtemps, refaisaient surface. Et encore un paquet d'autres, la liste serait ici trop longue. Et certainement très vaine. Suspens total, donc. ■

J.Kz

MARIANNE THYSSEN FAVORITE

Quel commissaire belge ? Pas de candidat officiellement

Plusieurs noms circulent pour ce qui concerne le futur candidat belge de la Commission européenne. Marianne Thyssen (CD&V), députée européenne, est favorite. Cités aussi : Johan Vande Lanotte, Didier Reynders, Joëlle Milquet, tous trois vice-Premiers ministres au sein du gouvernement fédéral en affaires courantes. Ou Karel De Gucht (VLD), occupant le poste actuellement, qui pourrait continuer. Preuve de la difficulté de dégager un consensus entre les partis, alors que les élections du 25 mai n'ont toujours pas permis de faire émerger une nouvelle majorité fédérale... Jean-Claude Juncker, lui, presse les gouvernements de lui proposer des candidates féminines, trop peu nombreuses pour l'instant...

D.Ci